

Alain Rouy (France)

Mouvement de la Paix, IPB,

European Left



6. Internationaler Kongress gegen Militärbasen und Krieg | Panel 2

Alain Rouy (France) *Mouvement de la Paix, IPB, European Left*

Thank you for your invitation and for this opportunity to express a French point of view on the war in Ukraine.

In France, as in other Western countries, we are being subjected to a barrage of media reports that want to drive us into the spiral of war, with the only prospect of victory over Russia by force of arms.

From the beginning, the French *Mouvement de la Paix* has condemned Russia's illegal and unjustifiable invasion of Ukraine in February 2022. Russia deliberately violated the United Nations Charter, which prohibits the use of force to settle disputes, and this is all the more reprehensible on the part of Russia, a permanent member of the UN Security Council and therefore guarantor of the Charter. We know from experience that weapons have never provided solutions to conflicts; they only add war to war and prolong suffering and misery.

We must not forget, however, that the war did not begin in February 2022: We know that The armed conflict began in the Donbass ten years earlier, as a consequence of the geopolitical disruption caused by the Euromaidan events and by Ukraine's choice of the West, with the immediate repercussions of Russia's annexation of Crimea and the secession of the Donbass. The danger of a military conflagration was perceived from the outset in our countries, but unfortunately our governments, in Germany and France, have reacted with double standards that have had disastrous effects: on the one hand, Merkel and Hollande claim to want to prevent the risk of war - with the Minsk 1 protocol of September 2014 and the Minsk 2 agreements of 12 February 2015. On the other hand, NATO and the USA have fuelled tensions by promising Ukraine and Georgia membership of NATO.

Hollande and Merkel admitted last year that the Minsk agreements served to buy time for Ukraine to strengthen its army and prepare for war. President Macron is following in Hollande's footsteps, with the same doublespeak: he claims to want to use diplomatic channels to bring about negotiations, but now he says he wants to support Ukraine until victory is won.

The conflict is now clearly a confrontation between Russia and NATO, and France is now playing the role of the good pupil in the Western camp, abandoning all diplomatic autonomy and complying with all NATO's demands. The French President is actively involved in militarising international relations and increasing military spending. Very recently, the French Parliament passed a military programming law for the years 2024 to 2030. This new law provides for a 40% increase in military spending compared with the previous law; this means €413 billion, including around €60 billion for nuclear weapons. Macron has declared: "We must never be late for a war, but we must be one war ahead": Macron is leading us into a war economy with disastrous economic, financial, social and ecological consequences.

The hypocrisy of our governments knows no limits: a "summit for a new global financial pact" is currently being held in Paris to help the countries of the South deal with the climate

emergency and fight poverty. Macron is not short of words and fine promises, but what the countries of the South want is concrete action and financial resources to meet the challenge. Brazilian President Lula is in Paris today, and he has no hesitation in weighing up the money spent on war against the money spent on combating the consequences of global warming. At the same summit in Paris, Cuban President Miguel Díaz-Canel spoke out on behalf of the South, denouncing the unfair international order that is blocking its development... These voices of the global South are very important toward a large world coalition for peace.

Dear friends, we are not isolated !

By calling for a ceasefire in Ukraine and negotiations to end the war, pacifists are acting in the right direction: the peace camp is also the camp of social and climate justice, and we hope in France that our country will play its full part in this.

That's why we're mobilising in France, together with the social and climate movements.

(french version)

Merci de votre invitation et de l'occasion qui m'est donnée d'exprimer un point de vue français sur la guerre en Ukraine.

Nous sommes soumis en France comme dans les autres pays occidentaux à une déferlante médiatique qui veut nous entraîner dans l'engrenage de la guerre, avec pour seule perspective la victoire par les armes face à la Russie.

Le Mouvement de la Paix français a dès le début condamné sans réserve l'invasion illégale et injustifiable de l'Ukraine par la Russie en février 2022. La Russie a violé délibérément la Charte des Nations Unies qui proscrit l'usage de la force pour régler les différends et ceci est d'autant plus condamnable de la part de la Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU et donc garante de la Charte. Et pourtant, on sait d'expérience que les armes n'ont jamais fourni de solutions aux conflits, elles ne font qu'ajouter de la guerre à la guerre et prolonger le malheur.

Nous n'oublions pas cependant que la guerre n'a pas commencé en février 2022. Le conflit armé au Donbass dix ans plus tôt, il est une conséquence du bouleversement géopolitique provoqué par les événements d'Euromaidan et le choix de l'Occident fait par l'Ukraine, avec comme répercussions immédiates l'annexion de la Crimée par la Russie et la sécession du Donbass. Le danger d'une conflagration militaire a été perçu dès le départ dans nos pays, mais malheureusement, nos gouvernements, en Allemagne et en France ont réagi par un double langage aux effets désastreux : d'une part, Merkel et Hollande affirment vouloir conjurer le risque de guerre – ce seront le protocole Minsk 1 de septembre 2014 et les accords Minsk 2 du 12 février 2015. D'autre part, l'OTAN et les USA ont nourri les tensions en promettant l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN.

Hollande et Merkel ont reconnu l'an passé que les accords de Minsk n'ont servi qu'à gagner du temps pour permettre à l'Ukraine de renforcer son armée et la préparer à la guerre. Le

président Macron se situe dans la continuité de Hollande, avec le même double langage : il prétend vouloir utiliser les canaux de la diplomatie pour aboutir à des négociations mais il souhaite en même temps soutenir l'Ukraine jusqu'à la victoire.

Le conflit apparaît clairement aujourd'hui comme une confrontation entre la Russie et l'OTAN et la France joue désormais le rôle du bon élève du camp occidental, abandonnant toute autonomie diplomatique et répondant à toutes les exigences de l'OTAN. Le président français participe activement à la militarisation des relations internationales et à l'accroissement des dépenses militaires. Très récemment, le Parlement français a voté une loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030. Cette nouvelle loi prévoit 40% d'augmentation des dépenses militaires par rapport à la loi antérieure ; cela signifie 413 milliards d'euros, dont environ 60 milliards d'euros pour les armes nucléaires. Macron a déclaré : « nous ne devons jamais être en retard d'une guerre, mais nous devons avoir une guerre d'avance » : Macron nous entraîne ainsi dans une économie de guerre avec des conséquences économiques, financières, sociales et écologiques désastreuses.

L'hypocrisie de nos gouvernements est sans limite : en ce moment se tient à Paris un « sommet pour un nouveau pacte financier mondial » destiné à aider les pays du Sud à affronter l'urgence climatique et à lutter contre la pauvreté. Macron n'est pas avare de mots et de belles promesses, mais ce que veulent les pays du Sud, ce sont des actes et des moyens financiers à la hauteur. Le président brésilien Lula est à Paris aujourd'hui et il n'hésite pas à mettre en balance l'argent consacré à la guerre et celui consacré à la lutte contre les conséquences du réchauffement climatique.

En réclamant le cessez-le-feu en Ukraine et les négociations pour mettre fin à la guerre, les pacifistes agissent dans le bon sens : le camp de la paix est aussi celui de la justice sociale et climatique et nous souhaitons que la France y prenne toute sa place.

C'est tout le sens de nos mobilisations en France, parallèlement aux luttes sociales et climatiques.